

# Mali : Pour une transition civile axée sur les droits humains

mardi 15 septembre 2020

**Bamako, Paris - Suite à la clôture de la concertation nationale sur la transition au Mali, la FIDH et l'AMDH continuent de condamner l'immixtion des forces militaires dans les affaires politiques, et s'inquiètent de leurs tentatives de garder le pouvoir. Nos organisations appellent à la mise en place d'un gouvernement de transition dirigé par des civils. Nous demandons à tous les acteurs impliqués dans la gestion de la transition d'assurer la stabilité et le bon fonctionnement des institutions nationales, et d'établir un calendrier électoral précis pour un retour rapide à un régime civil démocratique respectueux de l'État de droit et des droits humains.**

Suite au deuxième coup d'état en moins de 10 ans au Mali, la FIDH et l'AMDH condamnent la prise de pouvoir par les militaires et expriment leur préoccupation par rapport à la situation des droits humains dans le pays, déjà fragilisée par des années de conflit ayant engendré une crise humanitaire et plus récemment par la situation sanitaire.

*« L'instauration de la paix au Mali ne sera possible qu'après l'instauration d'un gouvernement civil et l'engagement de celui-ci à lutter contre l'impunité notamment en traduisant les auteurs de violations graves des droits humains devant la justice », a déclaré Drissa Traoré, Secrétaire Général de la FIDH.*

Pendant cette période de transition, il est indispensable d'ouvrir notamment une enquête sur les violences et les meurtres qui ont eu lieu entre le 10 et le 12 juillet pour que la justice soit rendue et pour donner un signal fort dans la lutte contre l'impunité.

En outre, la FIDH et l'AMDH appellent la CEDEAO à donner la priorité à l'ouverture d'un dialogue avec tous les acteurs nationaux concernés afin de rouvrir les frontières pour normaliser les relations avec les pays voisins, d'établir un calendrier pour les élections, et de trouver une solution holistique qui priorise les besoins du peuple malien.

*« La FIDH et l'AMDH soutiennent le peuple malien dans sa quête de justice et pour l'établissement d'une paix durable sur l'ensemble du territoire national », a affirmé Moktar Mariko, Président de l'AMDH. « Nous demandons le respect des droits humains dans le pays, y compris le respect des droits des femmes et des filles pendant cette phase de transition, et nous demandons à la communauté internationale de continuer à apporter son soutien au peuple malien », a-t-il ajouté.*

Associée au rétablissement des services sociaux de base tels que l'éducation et la santé, la lutte contre l'impunité est un pilier fondamental de la paix et de la sécurité au Mali. Depuis juillet 2012, de nombreuses procédures judiciaires ont été ouvertes contre des militaires, membres de groupes djihadistes et des groupes armés rebelles, arrêtés au Nord, comme au Centre, ainsi que des éléments des forces armées maliennes, ces [procédures doivent continuer](#) au niveau national afin d'aboutir à des procès.

Nous exhortons les acteurs impliqués à soutenir les besoins du peuple malien et rechercher la vérité et de la justice pour les victimes des conflits dans le pays afin de construire une paix durable au Mali.